

N° 251

SÉNAT

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1987-1988

---

Annexe au procès-verbal de la séance du 2 avril 1988

## PROJET DE LOI

*autorisant l'approbation d'une convention sur la protection  
de la nature dans le Pacifique Sud*

PRÉSENTÉ

au nom de M. JACQUES CHIRAC

Premier ministre

par M. JEAN-BERNARD RAIMOND

ministre des affaires étrangères

(Renvoyé à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sous réserve de la constitution éventuelle d'une commission spéciale dans les conditions prévues par le règlement.)

---

Traité et conventions. - Nature (protection de la). - Pacifique Sud.

## EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

La convention sur la protection de la nature dans le Pacifique Sud a été adoptée à Apia (Samoa occidentale) le 12 juin 1976. Seuls trois Gouvernements (de la France, de la Papouasie - Nouvelle-Guinée et de Samoa occidentale) l'ont jusqu'à présent signée.

Cette convention a pour objet d'encourager la création de zones protégées (parcs ou réserves nationales) par les Etats de la région, qu'elles soient terrestres ou marines, aux fins de favoriser la préservation des échantillons représentatifs des écosystèmes naturels spécifiques de la zone du Pacifique Sud (particulièrement des espèces menacées), mais aussi des paysages remarquables, des formations géologiques spectaculaires et des régions ou objets présentant un intérêt esthétique ou une valeur historique, culturelle ou scientifique (art. II).

Elle prévoit une mise en commun des expériences, des échanges de méthodes, de procédures et d'informations et une coopération pour la formation des personnels (art. VII). Mais chaque partie contractante détermine, seule en ce qui la concerne, les zones qu'elle entend protéger et le degré de protection (parc national ou réserve nationale) dont elle entend les faire bénéficier (art. I et II, § 1).

L'article I définit les notions de parc national, de réserve nationale et de zone protégée.

Les articles III et V fixent les régime de protection de ces zones en interdisant ou en soumettant à réglementation, selon le cas, l'exploitation commerciale de ces zones ainsi que la chasse, la capture des espèces de faune et le ramassage des spécimens de flore. Une protection spéciale est accordée aux espèces indigènes menacées d'extinction dont, en vertu de l'article V, une liste doit être établie.

Cependant, l'article VI réserve les pratiques coutumières et l'utilisation traditionnelle des zones et des espèces protégées.

L'article VII prévoit les domaines faisant l'objet entre les parties d'une coopération : recherche, formation de personnels, échanges d'informations ainsi que diffusion d'informations sur les résultats des recherches, éducation.

La convention est applicable dans l'ensemble du Pacifique Sud. Cependant son article IX précise que les Etats peuvent exclure du champ d'application de la convention les territoires non compris dans la zone de la compétence territoriale de la commission du Pacifique Sud (C.P.S.). Cette faculté est sans objet en ce qui concerne la France.

Les articles X et suivants sont consacrés aux clauses finales. La convention entrera en vigueur quatre-vingt-dix jours après le dépôt du quatrième instrument d'approbation ou adhésion.

Il est à noter à ce sujet que les gouvernements de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, des îles Cook, des îles Salomon, des Fidji, de Kiribati et de Tonga, ont fait savoir qu'ils envisageaient d'adhérer à cet accord.

L'approbation de la convention d'Apia, si elle est autorisée, fera de la France le premier Etat partie à cet accord. Compte tenu de l'intérêt porté en général dans la région aux questions d'environnement et des intentions d'adhésion exprimées par la plupart des Etats de la région, ceci ne peut manquer d'être porté à son crédit et d'ouvrir des perspectives de coopération régionale ou bilatérale intéressantes dans les matières objet de la convention.

Il convient de préciser que le Gouvernement envisage d'assortir l'instrument d'approbation français de la convention d'Apia d'une déclaration interprétative destinée à prévenir que la convention puisse être interprétée à l'avenir comme permettant d'interdire ou limiter, sur le fondement de certaines de ses dispositions, le droit de passage inoffensif dans les parties de mer territoriale et la liberté de navigation et de survol dans d'autres espaces maritimes qui feraient l'objet d'une protection en application de la convention. Cette déclaration visera également à exclure les activités de défense du champ d'application de la convention.

Telles sont les principales dispositions de cet accord qui vous est soumis en application de l'article 53 de la Constitution.

## PROJET DE LOI

Le Premier ministre,  
Sur le rapport du ministre des affaires étrangères,  
Vu l'article 39 de la Constitution,

### Décète :

Le présent projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur la protection de la nature dans le Pacifique Sud, délibéré en conseil des ministres, après avis du Conseil d'Etat, sera présenté au Sénat par le ministre des affaires étrangères, qui est chargé d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

Est autorisée l'approbation de la convention pour la protection de la nature dans le Pacifique Sud, faite à Apia le 12 juin 1976 et dont le texte est annexé à la présente loi.

Fait à Paris, le 23 mars 1988.

*Signé* : JACQUES CHIRAC

Par le Premier ministre :

*Le ministre des affaires étrangères,*  
*Signé* : JEAN-BERNARD RAIMOND

# ANNEXE

## CONVENTION sur la protection de la nature dans le Pacifique Sud

Les Parties contractantes,

Ayant à l'esprit les principes énoncés dans la Déclaration adoptée en juin 1972 à Stockholm par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement ;

Convaincues de l'urgence d'une action s'inspirant de ces principes, spécialement en ce qui concerne le maintien de la capacité de la terre à produire les ressources naturelles essentielles et renouvelables, la sauvegarde d'échantillons représentatifs d'écosystèmes naturels, et la protection du patrimoine que représentent la faune et la flore sauvage ainsi que leur habitat ;

Conscientes de l'importance des ressources de la nature du point de vue alimentaire, scientifique, éducatif, culturel et esthétique ;

Conscientes également des dangers qui pèsent sur ces ressources irremplaçables ;

Reconnaissant l'importance spéciale dans le Pacifique Sud des coutumes indigènes ainsi que des pratiques culturelles traditionnelles et la nécessité de leur donner une attention particulière ;

Désireuses d'entreprendre des actions en faveur de la conservation, l'utilisation et la mise en valeur de ces ressources grâce à une planification et une gestion judicieuse pour les générations présentes et futures ;

Sont convenues de ce qui suit :

### Article I<sup>er</sup>

Aux fins de la présente Convention, on entend par :

a) « Zone protégée » : parc national ou réserve nationale ;

b) « Parc national » : zone établie pour la protection et la conservation d'écosystèmes et renfermant des espèces animales et végétales, des sites géomorphologiques et des habitats d'intérêt scientifique, éducatif ou récréatif spécial, ou un paysage naturel d'une grande beauté, qui est placé sous la tutelle des autorités publiques et est ouverte au public ;

c) « réserve nationale » : zone ainsi qualifiée par les autorités publiques et placée sous leur tutelle, établie pour la protection et la conservation de la nature et comprenant les réserves naturelles intégrales, les réserves naturelles dirigées, les réserves de flore et de faune, les réserves de gibier, les sanctuaires ornithologiques, les réserves géologiques ou forestières, les réserves archéologiques et historiques, ces réserves assurant à des degrés variables la protection du patrimoine naturel et culturel aux fins desquelles elles sont établies.

### Article II

1. La création de zones protégées sera encouragée par chaque Partie contractante en ce qui la concerne, et ces zones protégées, avec les zones protégées déjà existantes, sauvegarderont des échantillons des écosystèmes naturels représentatifs qui s'y trouvent (une attention particulière étant portée aux espèces menacées), ainsi que des paysages remarquables, des formations géologiques frappantes et des régions ou objets présentant un intérêt esthétique, ou une valeur historique, culturelle ou scientifique.

2. Les Parties contractantes notifient à l'organisme chargé d'assurer les fonctions de secrétariat de la Convention tout établissement de zone protégée, ainsi que les mesures législatives ou réglementaires de même que les méthodes de contrôle administratif adoptées à cet égard.

### Article III

1. Les limites des parcs nationaux ne pourront être modifiées en vue d'une réduction de leur superficie et aucune partie de ces parcs ne pourra être aliénée qu'après un examen très approfondi.

2. Les ressources des parcs nationaux ne pourront être exploitées à des fins commerciales qu'après un examen très approfondi.

3. La chasse, la mise à mort, la capture ou le ramassage des spécimens de la faune, y compris les œufs et les coquillages, et la destruction ou le ramassage de spécimens de la flore des parcs nationaux sont interdits sauf lorsqu'ils sont effectués par les autorités compétentes ou sous leur direction ou leur contrôle, ou dans le cadre d'activités de recherche scientifique dûment autorisées.

4. Des dispositions pourront être prises en vue de réglementer l'accès et l'usage des parcs nationaux dans certaines conditions, à des fins d'inspiration, d'éducation, de culture et de loisirs.

### Article IV

Les réserves nationales doivent être autant que possible maintenues inviolées, étant entendu qu'outre les activités compatibles avec les objectifs en vue desquels les réserves nationales ont été établies, pourront également être autorisées les activités à des fins de recherches scientifiques.

### Article V

1. En dehors de la protection donnée aux espèces de faune et de flore indigènes dans les zones protégées, les Parties contractantes s'efforcent de protéger de telles faune et flore (une attention particulière étant portée aux espèces migratrices) de manière à les sauvegarder de toute exploitation inconsidérée et d'autres menaces pouvant aboutir à leur extinction.

2. Chaque Partie contractante établit et tient à jour une liste des espèces de faune et de flore indigènes qui sont menacées d'extinction. Cette liste sera préparée aussitôt que possible après l'entrée en vigueur de la présente Convention et sera communiquée à l'organisme chargé des fonctions de secrétariat de la Convention.

3. Chaque Partie contractante protège de façon aussi complète que possible, ceci étant considéré comme une question particulièrement urgente et importante, les espèces faisant l'objet de la liste établie conformément aux dispositions du paragraphe précédent. Il n'est possible de chasser, tuer, capturer, prélever des spécimens de ces espèces, y compris les œufs et les coquillages, qu'avec l'autorisation des autorités compétentes. Une telle autorisation n'est accordée que dans des circonstances spéciales aux fins de promouvoir des objectifs scientifiques ou lorsqu'elle est estimée indispensable au maintien de l'équilibre de l'écosystème ou à l'administration de la zone dans laquelle se trouve l'animal ou la plante.

4. Chaque Partie contractante examine attentivement les conséquences de l'introduction éventuelle dans un écosystème d'espèces qui n'y étaient pas représentées.

### Article VI

Nonobstant les dispositions des articles III, IV et V, une Partie contractante peut prendre des dispositions en vue de l'utilisation coutumière des zones et des espèces conformément aux pratiques culturelles traditionnelles.

### Article VII

1. Les Parties contractantes coopèrent entre elles en vue de promouvoir les objectifs de la présente Convention, spécialement dans le cadre de la Commission du Pacifique Sud.

2. Les Parties contractantes effectuent, dans la mesure du possible, des recherches relatives à la conservation de la nature. Elles coordonnent ces recherches en tant que de besoin avec celles que poursuivent d'autres Parties. Elles coopèrent égale-

ment dans l'échange d'informations sur les résultats desdites recherches ainsi que sur l'administration des zones et des espèces protégées.

3. Les Parties contractantes coopèrent pour échanger et former le personnel affecté à la protection de la nature.

4. Les Parties contractantes œuvrent dans le sens d'une harmonisation des objectifs de la protection de la nature.

5. Les Parties contractantes, en vue d'atteindre les objectifs de cette Convention, examinent la possibilité de développer une action d'éducation touchant la protection de la nature.

#### Article VIII

1. Les Parties contractantes se consulteront en vue de donner effet, aux dispositions de la présente Convention.

2. La Commission du Pacifique Sud fournira le secrétariat nécessaire à l'accomplissement des fonctions de secrétariat prévues par la présente Convention, et notamment pour assurer la diffusion aux Parties contractantes des informations et des documents que celles-ci doivent fournir en application des dispositions de la Convention.

#### Article IX

Un Etat peut, au moment du dépôt des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, déclarer que les dispositions de cette Convention sur la protection de la nature dans le Pacifique Sud ne s'appliquent pas à ses territoires en dehors de la zone de compétence territoriale de la Commission du Pacifique Sud.

#### Article X

La présente Convention sera ouverte à Apia jusqu'au 31 décembre 1977 à la signature des Etats membres de la Commission du Pacifique Sud, ou des Etats remplissant les conditions pour être invités à devenir membre de ladite Commission.

#### Article XI

La présente Convention sera soumise à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Gouvernement de l'Etat indépendant du Samoa-Occidental qui en sera le dépositaire.

#### Article XII

La présente Convention sera ouverte indéfiniment à l'adhésion des Etats mentionnés à l'article X et aux autres Etats invités à l'unanimité par les Parties contractantes à y adhérer. Les instruments d'adhésion doivent être déposés auprès du dépositaire.

#### Article XIII

1. La présente Convention entrera en vigueur quatre-vingt-dix jours après le dépôt auprès du dépositaire du quatrième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. La présente Convention entrera en vigueur, pour un Etat qui la ratifie, l'accepte, l'approuve ou y adhère postérieurement au dépôt du quatrième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion quatre-vingt-dix jours après le dépôt par ledit Etat de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

#### Article XIV

Toute Partie contractante peut dénoncer la présente Convention par voie de notification écrite au dépositaire à tout moment après l'expiration d'une période de cinq ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la Convention. La dénonciation prendra effet douze mois après la réception de la notification par le dépositaire.

#### Article XV

1. L'original de la présente Convention, dont les textes anglais et français font également foi, sera déposé auprès du dépositaire, qui en transmettra des copies certifiées conformes aux Etats qui l'ont signé ou qui ont déposé des instruments d'adhésion à la présente Convention.

2. Le dépositaire informe les Etats signataires et adhérents des signatures, dépôts d'instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, de l'entrée en vigueur de la présente Convention et des notifications de dénonciations.

3. Le dépositaire adressera des copies certifiées conformes de la présente Convention au Secrétaire général des Nations Unies aux fins d'enregistrement et de publication, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

Fait à Apia, le 12 juin 1976.

ALBERT DE SCHONEN,  
*Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire  
de la République française  
auprès des Samoa Occidentales*

## DÉCLARATION DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

En approuvant la convention sur la protection de la nature dans le Pacifique Sud, faite à Apia, le 12 juin 1976,

Le Gouvernement de la République française déclare qu'il considère que la présente Convention ne porte pas atteinte à la jouissance par les Etats des droits qu'ils tiennent des règles du droit international de la mer, ni à l'exécution des obligations qui en découlent pour eux.

Le Gouvernement de la République française déclare en outre qu'il considère les dispositions des articles III, IV et V, paragraphe 1 de ladite convention comme ne faisant pas obstacle aux activités qu'il mène dans la région et qui sont indispensables à la sécurité de la République.